



©ATR / Barthé Pierre

Octobre 2020

Impact de la « coronacrise » sur l'économie toulousaine

1. Impact économique dû au confinement ?
2. De la crise de 2008 à aujourd'hui : quels enseignements ?
3. L'écosystème toulousain à l'épreuve de la coronacrise ?



Questionnement initial :

- Que nous apprennent les dix dernières années d'évolution de l'emploi sur les ressorts de l'activité économique toulousaine ?
- Comment l'économie toulousaine a traversé la crise de 2008, aggravée localement par le plan d'économies Power8 d'Airbus ?
- Comparativement aux autres grandes aires urbaines françaises, quelles sont les activités qui ont tiré la dynamique toulousaine ?
- Quels ont été les effets d'entraînement de la sphère productive sur la sphère résidentielle ?

Sommaire :

Chiffres-clés 2008-2018

page 3

Approche dynamique : Quelles évolutions ont marqué la trajectoire économique de l'aire urbaine de Toulouse au cours de la dernière décennie ? Quels ont été les ressorts de la croissance ?

page 4

Marché du travail

page 4

Dynamiques de l'emploi

page 5

Trajectoire de croissance

page 6

Composantes sectorielles

page 8

Approche structurelle : Quel est l'ADN économique de l'aire urbaine de Toulouse ? Quel rôle a joué cet ADN au cours des dix dernières années dans l'évolution de l'emploi du territoire ?

page 11

Performance économique

page 12

Avantages structurels

page 13

Annexes

page 17

Chiffres clés 2008-2018

Aire urbaine de Toulouse :

- +78 700 emplois cumulés en dix ans
- +52 100 emplois dans la sphère productive et +26 600 dans la sphère résidentielle
- +21 600 emplois pour la filière aéronautique et spatiale
- Sur 10 emplois supplémentaires, 4,5 sont liés directement aux orientations « avantageuses » du portefeuille d'activités de l'économie toulousaine

Si la période que nous traversons depuis la mi-mars est unique à bien des égards, Toulouse a traversé d'autres difficultés ces dix dernières années

Depuis près de deux décennies, exception faite de l'année 2009, l'aire urbaine de Toulouse se caractérise par une croissance soutenue de l'emploi dans un contexte de ruptures technologiques, jalonnées de crises soudaines, pour certaines brutales, de nature sectorielle ou économique et maintenant sanitaire. En matière d'économie, le passé peut aider à jeter un éclairage sur les événements actuels, même s'il n'est jamais garant de l'avenir.

La crise de 2008 tout comme celle des dettes souveraines en zone euro dans la première moitié des années 2010, avec les plans de rigueur budgétaire qui en ont découlé en France notamment, sont riches d'enseignements sur l'ADN économique de Toulouse.

Néanmoins, ces deux crises sont de nature différente. Pour la première, il s'agit d'une crise financière qui gagne l'économie « réelle » dès 2008 impactant très largement l'emploi. Pour soutenir leur économie ou venir en aide à leur système bancaire pendant cette crise financière, certains pays européens ont alors augmenté leurs dépenses entraînant une très forte progression de leur dette publique. Dans le même temps, des déséquilibres croissants se sont creusés depuis la mise en place de l'euro dus à un endettement extérieur excessif des pays de la périphérie (Grèce, Irlande, Portugal, Chypre, Italie, Espagne) vis-à-vis de ses pays les plus prospères de l'Union européenne (Allemagne, France, Pays-Bas). On dispose là de deux des grands éléments déclencheurs de la crise des dettes souveraines combinant problématiques financières et budgétaires qui deviennent monétaires avec les menaces qu'elles font peser sur la pérennité de la devise commune et qui entraînent depuis la mise en place de politiques de rigueur budgétaire dans un certain nombre de pays européens. Encore une fois, l'emploi finit par être fortement impacté.

À présent, la crise trouve son origine dans la pandémie de la covid-19, la « coronacrise », qui par sa soudaineté, sa vitesse de propagation et les incertitudes fortes qu'elle fait peser quant à un « retour à la normale » génèrent des conditions de crise inédites. Une certitude néanmoins : tout le monde est impacté mais, comme dans chaque crise, de manière inégale ! Et dans ce contexte, l'économie toulousaine est cette fois-ci particulièrement exposée ; un climat d'incertitude prenant les habits d'une réelle menace sur l'emploi. Menace qui est pour l'heure encore mal perçue mais clairement sans précédent dans l'histoire économique de Toulouse.

Approche dynamique : *Quelles évolutions ont marqué la trajectoire économique de l'aire urbaine de Toulouse au cours de la dernière décennie ? Quels ont été les ressorts de la croissance ?*

Cette approche, vise à objectiver l'activité économique de l'aire urbaine de Toulouse en rendant compte de l'évolution des emplois salariés privés (source acoss), particulièrement sensibles aux fluctuations du marché. L'objectivation est travaillée par des comparaisons entre l'aire urbaine de Toulouse et les autres grandes aires françaises mais aussi par des analyses sectorielles visant à décrire les grandes composantes économiques du territoire.

Il s'agit là d'une approche utile pour rendre compte de la dynamique économique de l'aire urbaine et comprendre, pour partie, ses réactions et son comportement face aux aléas.

Marché du travail

Le marché du travail toulousain a déjà été sérieusement secoué en 2008 mais s'inscrivait, comme ailleurs, dans une phase de détente depuis 2014

Sur le front du chômage, la situation a mis du temps à s'améliorer suite à la crise de 2008 née des « subprimes », elle-même dégradée plus encore localement par le plan d'économies « Power8 » d'Airbus (plan adopté en 2007 visant notamment 5 000 suppressions de postes à l'horizon 2010). Le nombre de demandeurs d'emploi a ainsi évolué défavorablement jusqu'en 2014 où le taux de chômage atteint un point haut à 10.5%. Il a ensuite suivi une tendance baissière s'établissant à 7.7% fin 2019 (-2.8 points en 5 ans et -0.5 en 1 an dans la zone d'emploi). Il n'a cependant pas encore retrouvé son point bas de fin 2007 (7.3%) car les métropoles, par leur dynamisme, attirent aussi des personnes en recherche d'emploi.

Avec un recul de 1.3 point sur 10 ans, le chômage suit à Toulouse une dynamique moins marquée qu'à Lille (-2.1 points) mais du même ordre que celle constatée à Lyon, Nantes, Bordeaux et Montpellier (-1.5 et -1.2 points). Ce temps de décalage ainsi que la moindre intensité de la baisse du chômage ont plusieurs facteurs explicatifs. Si le marché du travail toulousain doit faire face à des problématiques existantes ailleurs (problèmes de formations, pénibilité ou faible valorisation de certains métiers, manque de main d'œuvre en particulier pour certains métiers qualifiés ou spécialisés...), il en rencontre aussi des plus spécifiques :

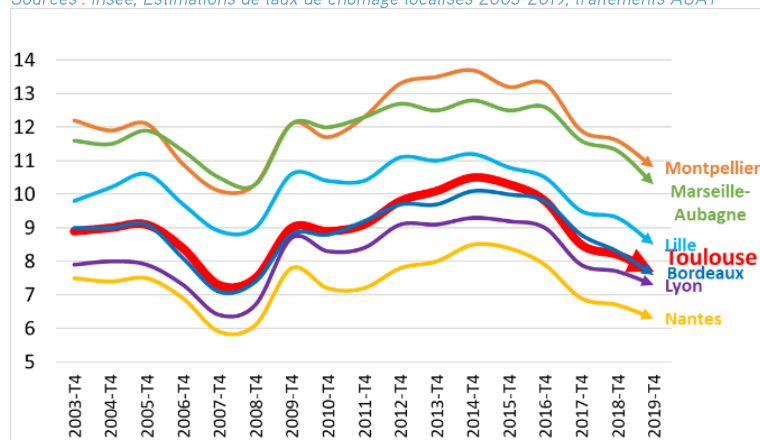
- difficultés de recrutement manifestées par les employeurs nettement plus importantes que dans d'autres grandes aires urbaines sur certains métiers rendant, a priori, l'adéquation offre/demande d'emplois plus compliquée qu'ailleurs,
- phénomène de chômage importé difficile à apprécier mais certainement plus marqué à Toulouse considérant le dynamisme démographique du territoire,
- recours à l'intérim important à Toulouse, constituant pour les entreprises une première variable d'ajustement en cas de difficultés et qui peut par « effet de transfert » faire gonfler le nombre d'inscrits à Pôle Emploi. La crise financière de 2007 est un bon révélateur de la place particulière de l'intérim à Toulouse, comme ailleurs. Avant la crise, il évolue sur le territoire toulousain en fonction des services utilisateurs, que sont l'industrie et la construction, suivant une même tendance. Dans la crise, il recule moins qu'ailleurs du fait de la bonne tenue des activités aéronautiques et spatiales. Si son recul est resté mesuré

dans la crise, son rebond en sortie l'est tout autant. Il ne profite pas alors du même effet de rattrapage que pour les autres territoires dans lesquels le redémarrage de l'emploi repose, dans un premier temps, sur le travail temporaire. A n'en point douter, l'intérim devrait encore constituer une véritable variable d'ajustement de l'emploi avec la crise sanitaire actuelle.

Rappelons également que le marché du travail est animé par des flux continus de personnes qui rentrent et qui sortent selon qu'elles occupent un emploi ou pas. Les approches chiffrées sur ce sujet sont très souvent statiques (raisonnement en « stock » de demandeurs d'emploi) et ne permettent pas de rendre compte en l'état des mouvements qui améliorent ou dégradent le marché du travail. Ce sont ces flux, en particulier, qui vont expliquer la très probable hausse du niveau

Taux de chômage localisés par zone d'emploi, en moyenne trimestrielle, en France métropolitaine (données CVS)

Sources : Insee, Estimations de taux de chômage localisés 2003-2019, traitements AUAT



de chômage dans le pays et de manière plus marquée dans les métropoles. Beaucoup d'actifs vont sortir du marché du travail (plus fortement même qu'en temps « normal ») et, à l'inverse, peu vont (re)renter (certainement même moins qu'à la normale). Cela aura pour conséquence de dégrader inévitablement le taux de chômage et on doit même s'attendre à des hausses records dans les prochains mois.

Dynamiques de l'emploi

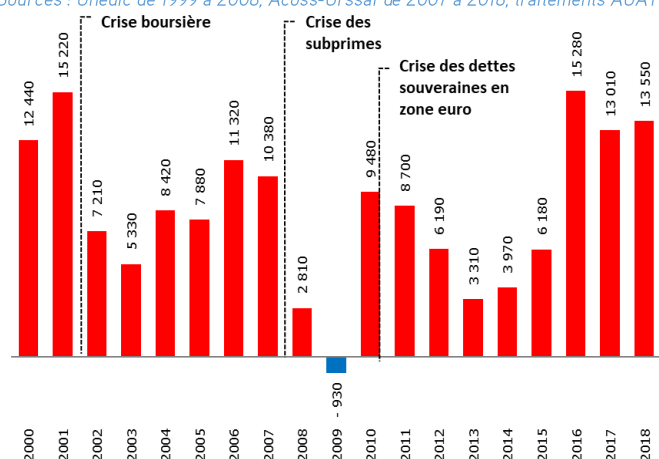
Malgré ces secousses, Toulouse enregistre des gains d'emplois importants sur le temps long, particulièrement forts sur les dernières années

Comptablement, la crise économique de 2008 s'est traduite à Toulouse par des contractions d'emplois essentiellement manifestes durant l'année 2009. Hormis ce trou d'air, l'économie toulousaine a fait preuve d'un dynamisme certain. En témoigne les près de 80 000 emplois privés supplémentaires créés au total dans l'aire urbaine au cours de la dernière décennie, soit un rythme annuel moyen de +1,9% (+0,8%, en moyenne, pour les autres grandes aires urbaines françaises¹). À elles seules, les trois dernières années représentent un peu plus de la moitié des gains d'emplois sur la période, signe d'un contexte économique favorable tant nationalement que localement. Le local ayant été très largement dynamisé par la montée en cadence du nombre de livraisons d'avions en réponse à des carnets de commandes bien remplis du côté d'Airbus et, par voie de conséquence, d'une activité très soutenue (voire tendue) pour l'ensemble de la « supply chain » aéronautique.

¹ Cette référence se compose des 18 plus grandes aires (en nombre d'habitants), en dehors de Paris et de Toulouse. Dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Montpellier, Saint-Etienne, Tours, Clermont-Ferrand, Douai - Lens, Avignon, Toulon et Nancy.

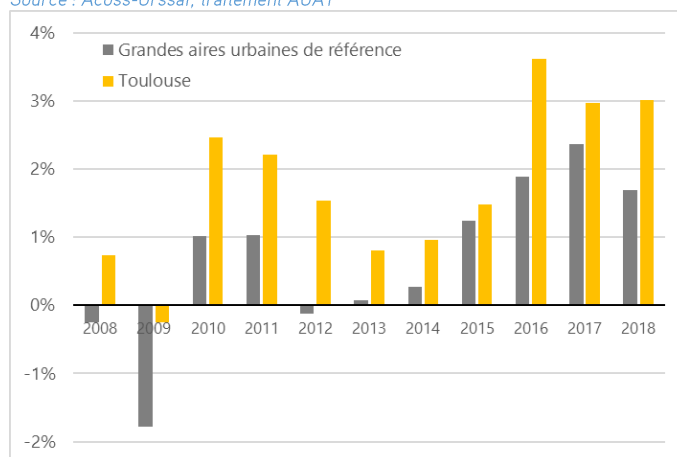
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

Sources : Unedic de 1999 à 2008, Acoess-Urssaf de 2007 à 2018, traitements AUAT



Taux d'évolution annuel de l'emploi salarié privé depuis 2008

Source : Acoess-Urssaf, traitement AUAT



La tendance est aussi plutôt bien orientée pour les autres catégories d'emploi. Les effectifs dans la fonction publique, qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, sont en très légère hausse : 0,1% entre 2011 et 2017 à l'échelle de la Haute-Garonne (source Insee, SIASP). Quant aux non-salariés (indépendants, chefs d'entreprises, professions libérales...), ils augmentent aussi fortement à un rythme de +2,2% par an entre 2011 et 2016 dans l'aire de Toulouse (source Insee, recensement).

Avant la survenue de la « coronacrise », les employeurs toulousains faisaient part de niveaux extrêmement élevés d'intentions d'embauches pour l'année 2020, signe alors d'un climat de confiance très favorable et de carnets de commandes bien remplis. Les études et la recherche, l'informatique et les télécommunications, l'électricité et l'électronique, le BTP, les transports, la logistique, le tourisme et l'hôtellerie-restauration constituaient les secteurs professionnels les plus spécifiquement recherchés ces dernières années.

Trajectoire de croissance

Le rythme de croissance des emplois est plus élevé à Toulouse qu'ailleurs mais sa « marge » se réduit très nettement

Après les pertes constatées nationalement en 2009, Toulouse fait partie des quelques grandes aires urbaines de province qui ont dégagé des gains d'emploi en continu durant la dernière décennie, comme Marseille-Aix, Lyon, Bordeaux et Nantes. Ensemble, ces cinq aires urbaines ont enregistré 330 000 emplois supplémentaires, soit presque le tiers des gains d'emplois nationaux. Dans le même temps, l'aire de Paris a contribué à hauteur de 28%. Parmi ces cinq grandes aires de province, celle qui enregistre les plus gros volumes d'emplois supplémentaires est Lyon (+95 600 emplois), suivie de Toulouse (+78 700) puis Bordeaux et Nantes (respectivement +61 800 et +53 500). Marseille-Aix est la moins dynamique d'entre elles (+38 300). Sur la période, parmi les autres grandes aires urbaines, certaines ne dégagent des gains d'emplois que plus récemment : Rennes depuis 2013, Lille et Montpellier à partir de 2014. Chacune « n'enregistre » ainsi qu'entre 25 et 30 000 postes supplémentaires depuis 2010.

De toute évidence, les aires urbaines n'ont pas « encaissé » la crise de 2008 de la même façon. Toulouse a indéniablement mieux résisté que toute autre aux effets immédiats de la crise, d'autant qu'elle accusait dans le même temps l'impact social du plan « Power8 » d'Airbus.

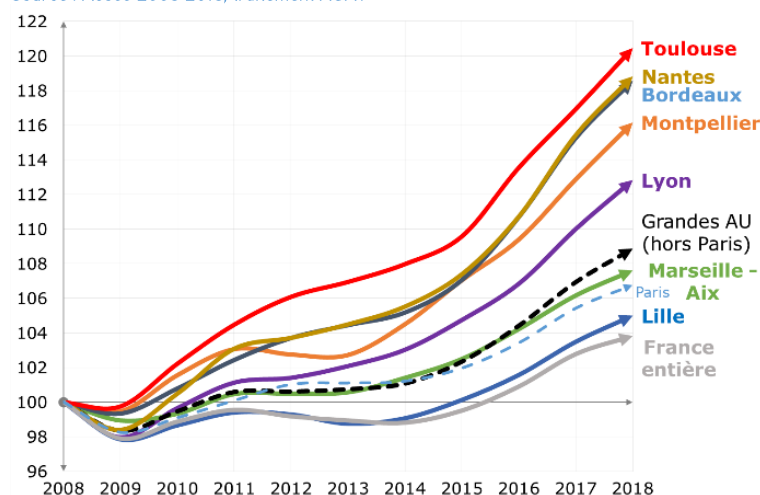
Vraisemblablement, les entreprises de l'agglomération toulousaine ont fait le choix (fort) de préserver leurs compétences et leurs ressources. Ce faisant, elles ont opté (plus que d'autres) pour une conservation de leurs emplois en interne, au plus près de leur cœur de métier. Dans le même temps, elles ont ajusté leurs effectifs par un moindre recours à l'intérim et renégocié leurs contrats de prestation, avec pour conséquence directe une détérioration du marché du travail (voir plus haut).

Après 2009, la reprise d'activités est plus homogène pour l'ensemble des aires urbaines. Toulouse s'inscrit alors dans une dynamique nette et soutenue (le plan « Power8 » étant notamment moins impactant que prévu après 2009) tirant là les bénéfices de son choix de conserver ses ressources dans la crise. Le rebond est également très marqué pour d'autres aires urbaines, telles que Montpellier et Nantes, qui semblent « compenser » davantage les pertes d'emplois accusées dans la crise. Cette phase de croissance va se poursuivre mais ralentir jusqu'en 2015 et ce pour l'ensemble des aires urbaines, avec des niveaux plus ou moins marqués selon les cas.

Après 2015, les ressorts de la dynamique économique française s'appuient plus encore qu'avant sur des activités « métropolitaines » (fonctions supérieures, services d'ingénierie, prestations intellectuelles, numérique... mais aussi des activités supports, d'exécution, d'assistance...). Par voie de conséquence, l'activité augmente très fortement dans les plus grandes aires urbaines (ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne se passe rien ailleurs !) et toutes enregistrent des gains d'emplois sans précédent, Toulouse ne dérogeant pas à la règle. En revanche, elle est dans cette période plus nettement « challengée » par les autres aires. En particulier, l'ensemble des services

Évolution de l'emploi salarié privé par aire urbaine (Base 100 en 2008)

Source : Acoess 2008-2018, traitement AUAT



aux entreprises dans certaines grandes aires urbaines (Nantes et Bordeaux notamment) s'inscrit dans des dynamiques plus souvent « au niveau » de la trajectoire toulousaine et même parfois supérieure ; ce qui constitue une tendance assez nouvelle. La « coronacrise », en toute vraisemblance, qui impacte la filière aéronautique dans son ensemble renforcera ce « rattrapage » qui ne constitue néanmoins ni une fatalité, ni un handicap mais plutôt un axe de projet pour le territoire toulousain.

Composantes sectorielles

Dans le sillage de la filière aéronautique et spatiale, les activités de production et de services à la population progressent de concert

Dans la décennie 2008-2018, trois grands secteurs d'activité contribuent pour près de trois quarts des emplois supplémentaires dans l'aire urbaine de Toulouse : les services aux entreprises (47%), les services aux particuliers (14%) et l'industrie (15%). Les deux premiers sont des secteurs dans lesquels la dynamique de l'emploi est tendanciellement bien orientée à l'échelle des grandes aires urbaines, et particulièrement à Toulouse. Quant à l'industrie, elle constitue un élément différenciant fort dans la trajectoire économique toulousaine.

La filière aéronautique et spatiale² pèse pour près de 85 000 emplois dans l'aire urbaine de Toulouse, soit 18% des effectifs salariés privés du territoire. Au cours de la dernière décennie, la dynamique de cette filière est incontestable, majeure même pour le territoire, puisqu'elle a contribué à elle seule pour près de 30% des gains d'emplois de l'économie toulousaine. Une telle prédominance n'a aucun équivalent ailleurs.

Par effet d'entraînement évident, la sphère productive³ a suivi à Toulouse un rythme de croissance nettement supérieur à celui des autres grandes aires urbaines : respectivement +2,5% contre +1,1% par an entre 2008 et 2018. Néanmoins, d'autres aires, comme Lyon et Bordeaux, présentent des rythmes de croissance plus proches de ceux de Toulouse, respectivement +1,4% et +2,1% par an. Les services aux entreprises y progressent même aussi vite, de l'ordre de +3,3% par an. Le comportement de l'industrie est véritablement ce qui différencie Toulouse des autres aires urbaines dans la période. Incontestablement, ces activités ont contribué plus fortement à la dynamique de la sphère productive à Toulouse, alors qu'elles l'ont dégradée à Lyon et plus globalement dans l'ensemble des grandes aires urbaines de référence. La « coronacrise » qui a bloqué, dans un premier temps, l'outil de production toulousain dans l'aéronautique civile et qui risque désormais de l'entraver va se traduire quasi inévitablement par une contraction des emplois dans la sphère productive. Cette crise atteint le moteur principal de l'économie toulousaine !

L'autre moteur repose sur les activités du quotidien, les réponses aux besoins des habitants et plus généralement de l'ensemble des personnes présentes sur le territoire (touristes, étudiants, congressistes, chaland...). Très souvent ces activités dites résidentielles⁴ (et les emplois qui y sont liés) sont décrites comme moins présentes localement. Structurellement, c'est vrai mais moins qu'on ne le croit ! La part des emplois résidentiels dans l'aire urbaine de Toulouse s'établit ainsi à près de 48%, ce qui est loin d'être neutre. En revanche, la part de ces emplois est de 55%, en moyenne, dans l'ensemble des grandes aires urbaines de référence ; elle grimpe même à 69% pour l'aire urbaine de Toulon, 64% pour Nice et 62% pour Montpellier. Grenoble et Lyon présentent, en revanche, un profil similaire à celui de Toulouse. Rapportés à la population résidente⁵, la densité de ces emplois résidentiels positionne Toulouse à un niveau intermédiaire, alors qu'elle ne dispose pas des mêmes attributs touristiques que nombre d'autres aires urbaines.

2 Il s'agit là d'une approche « étendue » sur la base d'une sélection de codes d'activités (au sens de la NAF). Elle est assez représentative de ce qu'est la filière aéronautique dans la mesure où les activités prises en compte prêtent peu à confusion sur leur destination finale. Néanmoins, cette approche ne peut être considérée comme une description aboutie et fidèle de l'écosystème, bien plus complexe à révéler.

3 La filière aéronautique et spatiale, telle que définie précédemment, représente 35% des emplois productifs de l'aire urbaine. Dans les emplois productifs restant figurent notamment l'ensemble de l'emploi intérimaire (environ 20 000) dont une grande partie adresse l'aéronautique, tout comme les activités de nettoyage, de sécurité, de programmation informatique, etc.

4 L'économie est ici divisée en deux blocs : la sphère productive qui regroupe l'ensemble des activités qui concourent à la production de biens et de services (fabrication, services d'ingénierie, logistique, génie civil...) principalement destinés à des marchés extérieurs, ou du moins plus larges que celui du territoire ; la sphère résidentielle qui rassemble les activités de services à la population (santé, action sociale, commerce, culture et loisirs...) en réponse à des besoins du quotidien censés rester au sein du territoire.

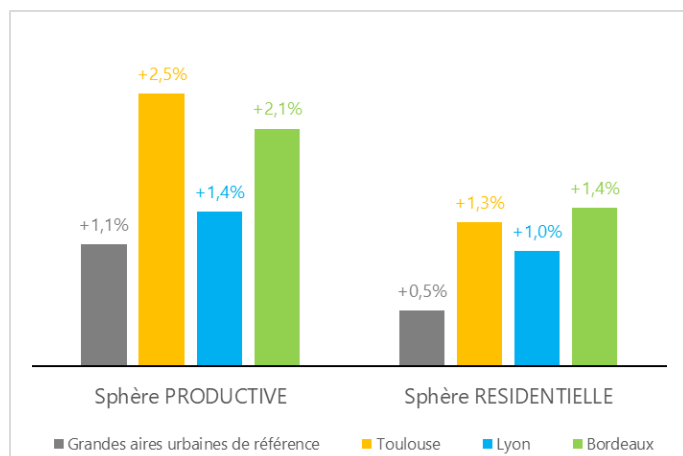
5 Il serait plus utile ici de disposer de la population présente, mais cette information n'est pas disponible en l'état.

Avec 159 emplois « résidentiels » pour 1 000 habitants, Toulouse n'est pas si éloignée de Montpellier (176 pour 1 000), de Lyon (169 pour 1 000), mais plus distancée en revanche par Lille (187 pour 1 000). Le constat est même encore plus avantageux en dynamique. L'ensemble de ces activités résidentielles ont dégagé des gains d'emplois de l'ordre de +1,3% par an entre 2008 et 2018 au sein de l'aire urbaine de Toulouse, quand ils ont progressé « seulement » de +0,5% par an dans l'ensemble des grandes aires urbaines de référence. Les services aux particuliers (+2,1% par an), les services collectifs (+1,3% par an) et le commerce (+1,3% par an) constituent les principaux leviers de développement pour Toulouse.

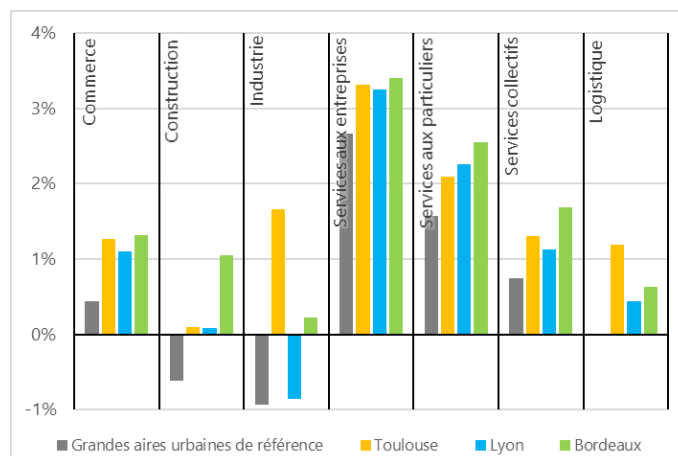
Taux d'évolution annuel de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2018...

Source : Acoess 2008-2018, traitement AUAT

... par sphère économique



... par grand secteur d'activités⁶



Quel va être le niveau de répercussion de la « coronacrise » sur ces activités « endogènes » ? L'atteinte évidente au moteur « productif » de l'économie toulousaine va-t-elle dégrader par effet d'entraînement le moteur « résidentiel » ? Cet effet d'entraînement constituerait justement une modélisation intéressante pour apprécier l'impact de la crise et les effets indirects / induits qu'elle suscite. Mais disons-le clairement, aucun paramètre, aucun ratio suffisamment robuste ne permet d'apporter une objectivation incontestable de cet effet. Intuitivement, les ressources spécifiques locales, la robustesse des facteurs d'attractivité (Toulouse va tout de même conserver son offre de formation supérieure !), etc, agiront en tant qu'amortisseurs sur ces activités. Ce que l'on sait de la décennie passée à Toulouse, c'est que 100 emplois productifs supplémentaires se sont accompagnés de 51 emplois résidentiels de plus. On imagine aisément l'incidence de ce report dans une modélisation inverse, mais est-elle crédible ? Avec la crise sanitaire actuelle, le « moteur » résidentiel ne prendra-t-il pas au contraire le relais sur les activités productives dont le rendement en matière d'emploi pour l'ensemble du territoire sera nécessairement plus faible ?

Cette hypothèse se heurte cependant à une autre particularité de cette crise... qui ne l'oublions pas est aussi sanitaire. Les différentes mesures de distanciation sociale qu'elle impose impactent de façon importante les services, et en particulier ceux à la personne (commerce spécialisé,

6 L'économie est ici divisée en sept grands secteurs d'activités :

- Commerce : commerces de détail, grandes surfaces, commerces auto, vente à distance...
- Construction : artisanat, BTP, génie civil...
- Industrie : fabrication manufacturière, artisanat de production, production d'énergie, gestion des déchets...
- Services aux entreprises : ingénierie, études et recherche, numérique/informatique, assistance aux affaires (comptabilité, assistance juridique...), activités de nettoyage, sécurité, intérim...
- Services aux particuliers : santé, action sociale, activités de loisirs et culturelles, services de proximité, hébergement, restauration...
- Services collectifs : banque, assurance, activités de location, éducation, services administratifs...
- Logistique : activités de transports marchandises et personnes, commerces de gros...

tourisme, hôtellerie, restauration, transport, secteurs récréatifs, etc.) entraînant des pertes de recettes pour l'essentiel non rattrapables par report des achats (loisirs, soins, etc.) et renforçant les effets récessifs sur l'activité économique en général. En temps de crise plus « ordinaire », les services permettent d'en atténuer les effets (comme lors de la crise de 2007). Cette « coronacrise » est aussi inédite de par le fait qu'elle entrave le bon fonctionnement des services.

Approche structurelle : *Quel est l'ADN économique de l'aire urbaine de Toulouse ? Quel rôle a joué cet ADN au cours des dix dernières années dans l'évolution de l'emploi du territoire ?*

Performance économique des territoires, effets structurel et géographique : de quoi parle-t-on ?

D'une façon générale, la grande difficulté pour apprécier l'impact économique à moyen terme de la crise de la covid-19 est la quasi-absence d'ici août de données chiffrées de la part d'abord de l'Insee puis du Pôle Emploi. En juin, seront disponibles les données d'avril sur l'activité. En juillet, ce sera celles de mai. Il faudra attendre l'indifférence estivale du mois d'août pour enfin disposer de premières données statistiques sur la remise en route de l'économie qui a actuellement lieu.

Les territoires ne sont pas égaux entre eux. De par leur héritage (le plus souvent), ils se caractérisent chacun par un portefeuille d'activités (au sens de l'activité principale des entreprises qui y sont implantées) plus ou moins avantageux vis-à-vis de l'emploi. Pour être clair tout en étant caricatural, un territoire adossant son activité industrielle sur la sidérurgie a moins de chance que d'autres de gagner des emplois. Cette base structurelle, qui constitue un facteur d'inégalité fort entre les territoires, n'est jamais réellement prise en compte dans les analyses classiques faites sur l'emploi.

Est-ce finalement « surprenant » que Toulouse dégage (jusqu'à présent) plus de gains d'emplois que Metz, Nancy, Nice ou Marseille ? La question n'est-elle pas plutôt : est-ce que Toulouse dégage des gains d'emplois conformes à ce qui peut être attendu d'elle considérant l'orientation de ses activités économiques ?

Pour tenter d'éclairer ce questionnement, les économistes utilisent un indicateur de performance (dont la dénomination ne correspond pas nécessairement à sa finalité). Cet indicateur offre la possibilité de lire les territoires autrement, en gommant l'impact que leur structure économique peut avoir sur l'emploi. En quelque sorte, les territoires sont mis sur un même pied d'égalité et étalonnés vis-à-vis de leur capacité propre à générer, ou pas, des emplois.

Appliquée à l'aire urbaine de Toulouse, la méthode consiste à estimer le nombre d'emplois qu'elle aurait dû avoir si ses secteurs d'activités avaient suivi les mêmes évolutions que celles des grandes aires urbaines de référence (cf. partie précédente). L'écart entre cet emploi « modélisé » (théorique) et l'emploi « réel » (officiel) renseigne le niveau de performance du territoire et, plus particulièrement, les points de force (ou avantages concurrentiels) qui le caractérisent.

On parle dans ce type d'approche de sur-performance (indice $>$ à 100), de sous-performance (indice $<$ à 100), d'effet structurel (évolution des emplois due au portefeuille d'activités du territoire) et d'effet géographique (évolution des emplois liée aux ressources propres du territoire) pour commenter les résultats.

Performance économique

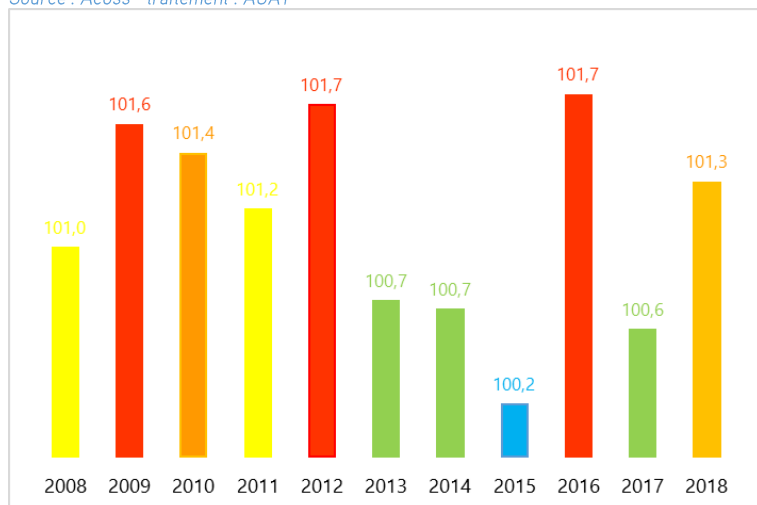
L'aire urbaine de Toulouse dégage des gains d'emplois supérieurs à ce qui peut être attendu d'elle

Si l'économie toulousaine avait suivi au cours de la dernière décennie (2008-2018) les mêmes évolutions que celles des autres grandes aires urbaines, elle aurait dégagé en théorie un gain de 35 000 emplois, inférieur aux près de 80 000 réellement constatés. Ces 44 000 emplois d'écart traduisent la « surperformance » de l'économie toulousaine, c'est-à-dire sa capacité à dégager des emplois au-delà de ce qui pouvait être attendu d'elle. Son indice de performance sur la période s'établit à 110,4 avec des fluctuations annuelles qui ne correspondent pas nécessairement aux pics de croissance des emplois.

Cet indice dépend, à la fois, du comportement de l'aire urbaine de Toulouse et de celui des 18 aires du groupe de référence. Ainsi, même si l'année 2009 s'est soldée concrètement par des pertes d'emplois pour Toulouse, son indice de performance constitue avec 101,6 l'une des trois plus fortes valeurs sur la décennie. Finalement sur cette année, Toulouse a perdu moins d'emplois qu'attendu. L'orientation de son portefeuille d'activités aurait dû la pénaliser bien davantage ; c'est du moins ce qui s'est traduit dans la plupart des autres aires urbaines de comparaison. A l'inverse, l'année 2017, qui constitue une très forte année de croissance de l'emploi pour Toulouse, aboutit sur un indice de performance largement inférieur aux valeurs observées sur l'ensemble de la période. Pour cette année 2017, les autres aires urbaines ont dégagé également d'importants gains d'emplois, à la hauteur de l'aire urbaine de Toulouse.

Performance annuelle de l'aire urbaine de Toulouse depuis 2008

Source : Acoess - traitement : AUAT



Note de lecture : INDICE DE PERFORMANCE

L'indice de performance est établi en fonction de l'évolution des emplois d'un territoire. Si ces emplois suivent une tendance proche de celle d'un autre territoire de référence (en l'occurrence ici les grandes aires urbaines), alors l'indice oscillera autour de 100. Plus cet indice est élevé (> à 100), plus le territoire « surperforme », c'est-à-dire enregistre des évolutions de l'emploi plus favorables ou moins défavorables que celles des territoires de référence. Et inversement, quand l'indice est bas (< à 100).

Cet indice peut être décliné par secteurs d'activités pour éclairer ceux qui surperforment, ceux qui sous-performent et ceux qui suivent la tendance des territoires de référence.

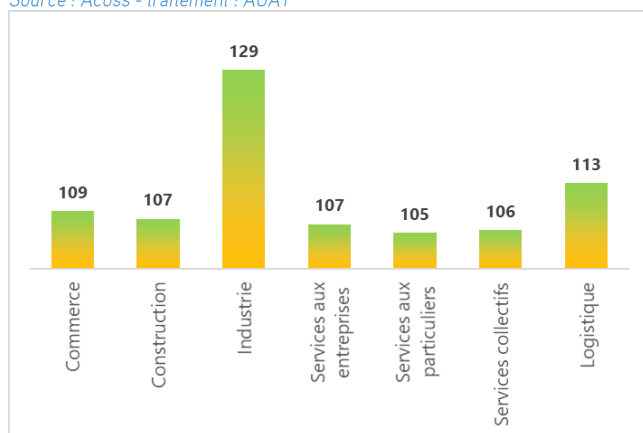
Ces indices nous enseignent que Toulouse a fait front dans la crise de 2008 et au cours des quatre années qui ont suivi, plus que toutes autres grandes aires urbaines de référence. Le choix opéré par les entreprises toulousaines de conserver leurs effectifs a véritablement permis de relancer la machine plus rapidement qu'ailleurs. 2013-2015 marque un net ralentissement, tant en nombre d'emplois qu'en niveau de performance. Et les trois dernières années présentent un profil plus contrasté pour Toulouse. Malgré ces nombreux gains d'emplois, elle apparaît clairement davantage « challengée » par d'autres aires, en particulier Nantes, Bordeaux et Lyon. A ce titre, les trajectoires de croissance des grandes aires urbaines depuis la crise de 2008 ne sont pas homogènes et tendent vers un creusement des écarts. La dynamique métropolitaine, en dehors de Paris, est en réalité portée par quelques-unes d'entre elles.

Comme le révèle déjà l'approche dynamique en matière d'évolution de l'emploi par grands secteurs d'activités, l'industrie constitue pour Toulouse un facteur extrêmement différenciant. Concrètement, si les activités industrielles toulousaines avaient suivi les mêmes tendances d'évolution que celles des aires de référence, alors Toulouse aurait perdu, « en théorie », 5 800 emplois sur la période 2008-2018. Dans les faits, elle en a gagné 11 800 ce qui se traduit par un indice de performance de 129 particulièrement élevé. Montpellier (115), Bordeaux (110), Nantes (106) et Marseille-Aix (102) sont les autres grandes aires à dégager plus d'emplois qu'attendu dans les activités industrielles.

De manière moins attendue, la logistique constitue pour Toulouse le deuxième secteur d'activité le plus performant durant la période (indice de 113). Le développement de la plateforme Eurocentre, en particulier, explique ce « bon » comportement de la logistique toulousaine qui reste pour autant un secteur structurellement nettement moins présent qu'ailleurs. Montpellier (109), Bordeaux (106), Nantes (105) et Lyon (104) affichent également des indices supérieurs à 100.

Performance des grands secteurs d'activité de l'aire urbaine de Toulouse sur la période 2008-2018

Source : Acoess - traitement : AUAT



Même s'ils se sont montrés décisifs dans la croissance de l'emploi, l'ensemble des services aux entreprises ont cru finalement à Toulouse dans des proportions assez proches de celles des autres aires urbaines. Nantes présente même un indice de performance supérieur (118), comme Montpellier (108), Bordeaux et Lyon étant au même niveau (respectivement 107 et 106).

Avantages structurels

Un ADN économique indéniablement avantageux « bonifié » par des ressources locales spécifiques à Toulouse

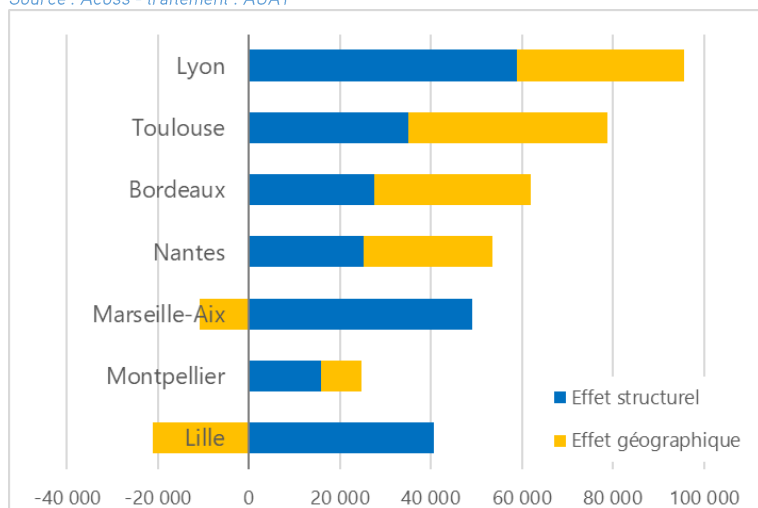
La trajectoire de croissance suivie par chacune des aires urbaines (à travers l'évolution de l'emploi salarié privé) est ainsi largement conditionnée par l'orientation de leur portefeuille d'activités. Sur ce point, la plupart d'entre elles bénéficient d'un « capital » de départ plutôt avantageux dans le sens où leur structure économique s'appuie sur des activités qui ont globalement dégagé des gains d'emplois dans la période. L'aire de Toulouse dispose, à ce titre, d'un avantage certain même si cet avantage joue dans des proportions moindres qu'à Lyon, Marseille-Aix ou Lille et qu'il est finalement assez proche de ceux de Bordeaux et Nantes.

La mobilisation de ressources propres, c'est-à-dire spécifiques à chaque territoire, constitue en revanche pour Toulouse un véritable élément de différenciation. Cet effet dit « géographique » ne tire nulle part ailleurs la croissance avec une même intensité. Au contraire, il peut même « dégrader » l'évolution de l'emploi, comme c'est le cas pour Lille et Marseille-Aix. Cette notion de ressources propres renvoie à l'ensemble des leviers dont dispose le territoire pour attirer, capter, accroître son développement... au-delà même de sa structure économique. Le cadre de vie, l'accessibilité du territoire, son offre culturelle, sa notoriété, ses établissements d'enseignement supérieur, etc. composent pour partie ces ressources. La force de cet effet géographique ne peut être néanmoins déconnectée de l'ADN économique même du territoire que sont ses entreprises

et l'ensemble des acteurs qui participent à son développement. Il s'agit là d'une autre nature de déterminants pour le territoire, moins structurels et plus fonctionnels. Cela traduit des notions de

Contribution des effets « structurel » et « géographique » à l'évolution de l'emploi salarié par aire urbaine sur la période 2008-2018

Source : Acoess - traitement : AUAT



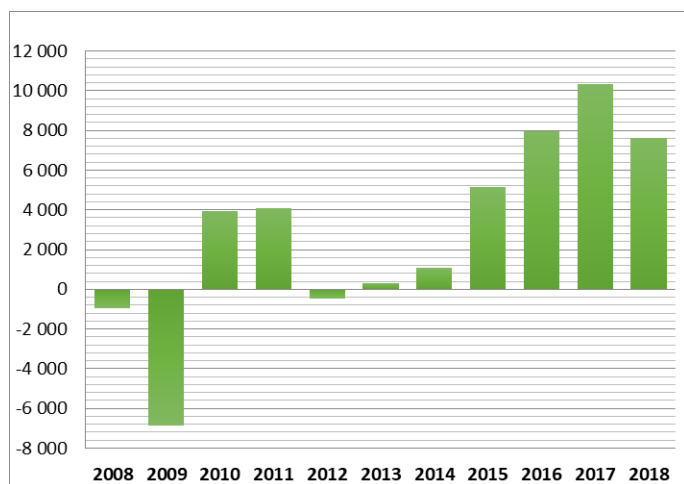
« densité » économique (que la statistique ne peut pas mesurer) qui s'expriment à travers l'intensité, la qualité, la diversité... des relations entre acteurs économiques du territoire. Sans pouvoir l'affirmer de manière incontestable, cet effet géographique est aussi l'expression de ce qui fait « écosystème » sur le territoire. Et à ce titre, l'aire urbaine de Toulouse dispose de compétences indéniables.

En d'autres termes, les inégalités économiques qui conditionnent la trajectoire des territoires se jouent, à la fois, sur des déterminants « froids », ou structurels (capital de départ difficile à incliner) et des déterminants « chauds », ou fonctionnels (agilité du système à coopérer et aménités plus faciles à faire évoluer). Sur la décennie 2008-2018, l'aire urbaine de Toulouse a ainsi pu compter sur un socle économique avantageux lui « assurant » 35 000 emplois supplémentaires auxquels se sont combinées des ressources propres lui « rapportant » 44 000 emplois de plus. Les déterminants « chauds » participent ainsi à 55% des gains d'emplois de l'aire de Toulouse sur la période. Pour celle de Lyon, l'effet structurel s'établit à +59 000 emplois bonifié par un effet géographique de +37 000 emplois, ces derniers représentant en comparaison 38% des gains d'emplois du territoire. Pour Lille et Marseille-Aix, le fait de présenter un effet géographique négatif ne signifie pas pour autant que leurs ressources propres constitueraient un handicap ou les pénaliseraient. Au contraire, elles jouent comme ailleurs en leur faveur mais dans des proportions nettement moins favorables... pour l'instant.

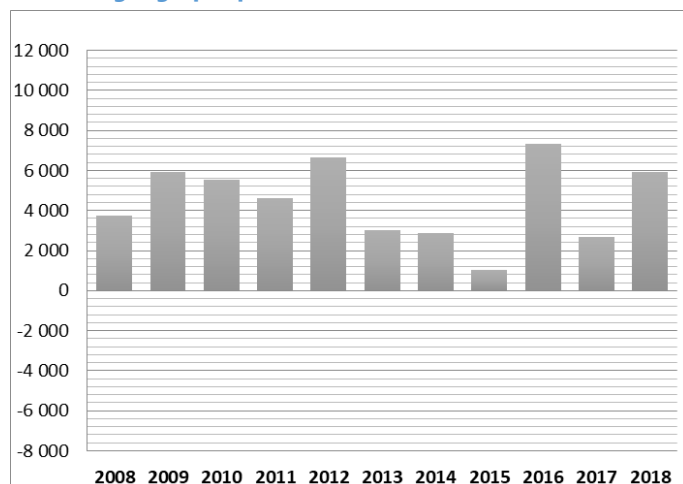
Décomposition de l'évolution annuelle des emplois de l'aire urbaine de Toulouse selon...

Source : Acoess - traitement : AUAT

... l'effet structurel



... l'effet géographique



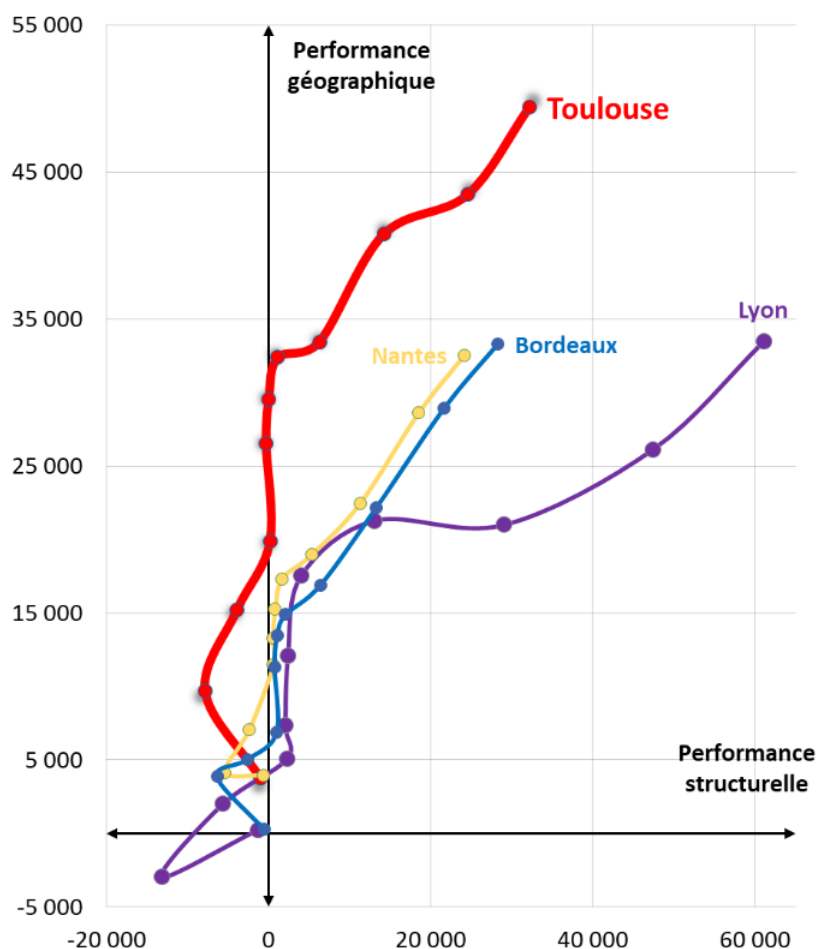
Avant la crise des subprimes puis celle des dettes souveraines, l'emploi à Toulouse conjugue dynamiques structurelle et géographique, un peu moins de la moitié des gains d'emplois relevant alors de l'effet géographique. La croissance est déjà tirée par le système de compétences « aérospatial » (ingénierie, fabrication aéronautique et spatiale, services informatiques...) complétée par des activités résidentielles que « booste » un moteur démographique sans équivalent en France.

Pendant la crise, la résistance de l'emploi toulousain prend racine dans ses ressources propres. En 2008 et 2009, 7 800 emplois auraient dû être « perdus » du fait de l'orientation économique des activités présentes localement. Des déterminants locaux, spécifiques à Toulouse, ont permis de compenser ces pertes « théoriques ». Au final, un gain de moins de 2 000 emplois est même dégagé sur la période. Les services à la population ont contribué à cette résistance de l'emploi toulousain.

Si Toulouse dégage dès 2010 de nouveau des gains d'emplois, il faudra néanmoins attendre 2016 pour qu'elle renoue avec la trajectoire de croissance qui était la sienne avant la crise. Il faut comprendre que dans la crise de 2008, si les entreprises toulousaines se sont adaptées par des mesures de rationalisation de leur organisation, elles ont eu tendance à moins se séparer qu'ailleurs de leurs compétences « métiers » et « humaines ». Ce qui a contribué à ce que le coût en matière d'emploi soit moins marqué à court terme et que par voie de conséquence, le rebond ait été aussi moins intense, en comparaison, que pour d'autres territoires. Rappelons que cette période est marquée pour Toulouse par des plans de restructuration successifs dans la filière aéronautique (« Power8 » en février 2007, « Power8 Plus » en septembre 2008 et « Future EADS » en décembre 2008). Ces plans ont entraîné la suppression de près de 8 000 postes chez Airbus et chez ses sous-traitants ; la plupart étant néanmoins des départs volontaires ou des départs à la retraite non remplacés.

Le portefeuille d'activités toulousain s'est montré particulièrement avantageux depuis 2015, en particulier dans les services aux entreprises, les services aux particuliers et la logistique qui suivent des dynamiques de croissance très fortes dans l'ensemble des aires urbaines. Le comportement de l'industrie aéronautique et spatiale constitue à partir de là le principal facteur de différenciation de Toulouse sur les autres aires urbaines. Cette situation explique les évolutions en « yoyo » suivies par l'effet géographique en fin de période. Elles dépendent plus qu'avant de la dynamique d'emplois générés directement par l'industrie.

Ces éléments, déclinés à un niveau plus fin par secteur d'activités, démontrent encore une fois le rôle prépondérant joué par la filière aéronautique dans la dynamique de l'emploi toulousain au cours de la dernière décennie. Néanmoins, cet avantage indéniable pour l'économie toulousaine ne doit pas masquer « l'autre » dynamique qui est celle des activités résidentielles. Sur la période, Toulouse est ainsi la seule grande aire urbaine à bénéficier d'un effet géographique fort aussi bien dans la sphère productive que dans la sphère résidentielle contribuant ensemble à la surperformance toulousaine. Parmi les grandes aires urbaines qui la challengent, Nantes profite d'une dynamique de même nature dans l'emploi productif mais moins marquée dans le résidentiel. Pour Bordeaux, la situation est inverse avec un effet géographique (mise en service de la LGV Tours-Bordeaux ?) plus marqué encore pour les activités résidentielles qu'à Toulouse. Montpellier présente, pour sa part, des caractéristiques assez proches de celle de Toulouse : l'intensité de ses propres ressorts dans l'évolution de l'emploi y joue un rôle moins important mais tout aussi équilibré dans les deux sphères.



Note de lecture :

Sur la période 2008-2018, la courbe dessine la trajectoire de performance du territoire en décomposant les deux facteurs (structurel et géographique). Elle permet ainsi d'apprécier les ressorts des territoires et de comparer les dynamiques dans lesquelles ils s'inscrivent. La trajectoire de croissance des emplois salariés privés pour chacune des principales grandes aires urbaines est représentée, sur la période 2008-2018, par une courbe dont le premier point indique les évolutions de l'emploi en 2008, le second en 2008 et 2009 cumulées et ainsi de suite jusqu'au dernier point renseignant les évolutions 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 cumulées.

Poids de l'effet géographique par sphère d'activité

Source : Acoess - traitement : AUAT

Sphère productive	
Toulouse	59%
Nantes	59%
Bordeaux	47%
Montpellier	46%
Lyon	15%
Marseille-Aix	10%
Lille	-53%

Sphère résidentielle	
Bordeaux	63%
Toulouse	58%
Lyon	52%
Nantes	52%
Montpellier	46%
Marseille-Aix	-35%
Lille	-55%

ANNEXE : Evolution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2018 par grand secteur d'activités...

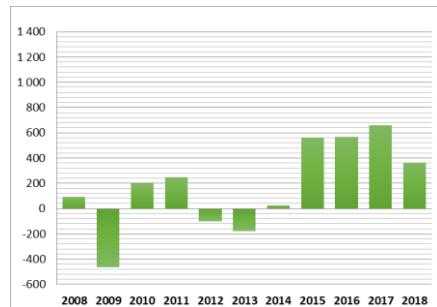
Source : Acof - traitement : AUAT

... à Toulouse et dans ...

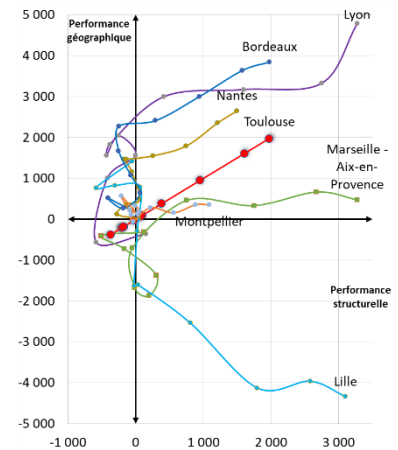
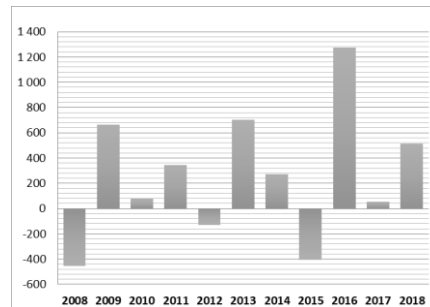
... les autres grandes aires urbaines

Commerce

la performance structurelle

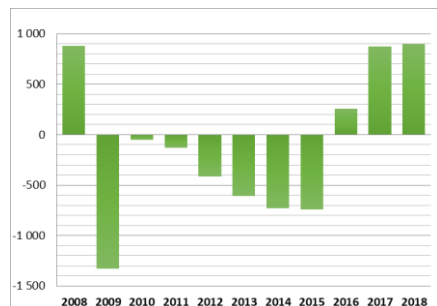


la performance géographique

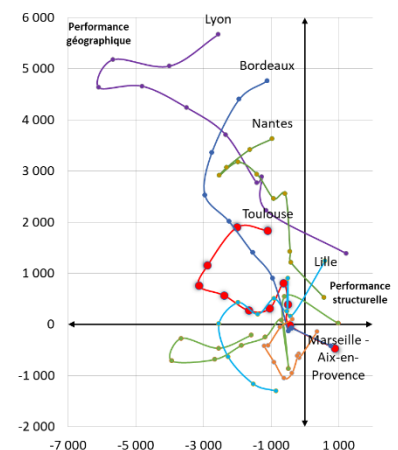
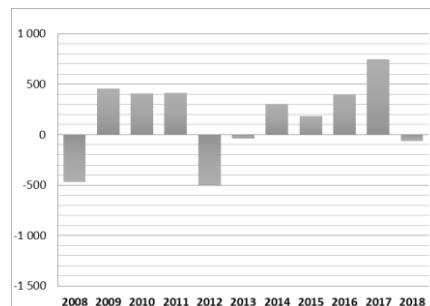


Construction

la performance structurelle

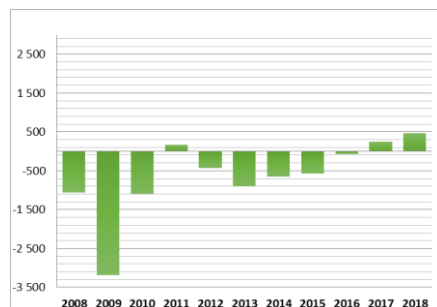


la performance géographique

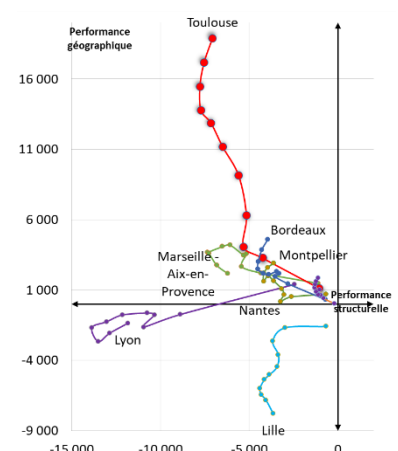
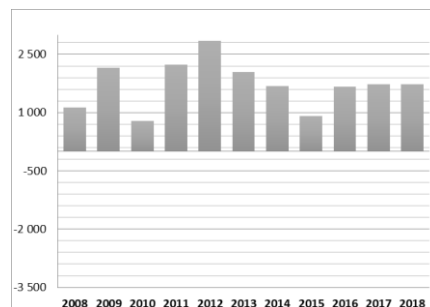


Industrie

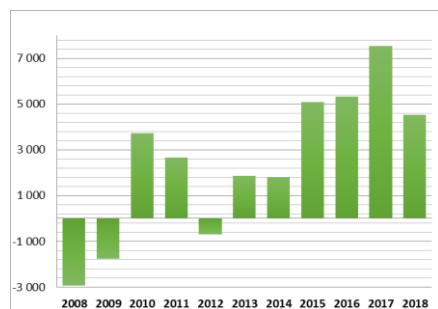
la performance structurelle



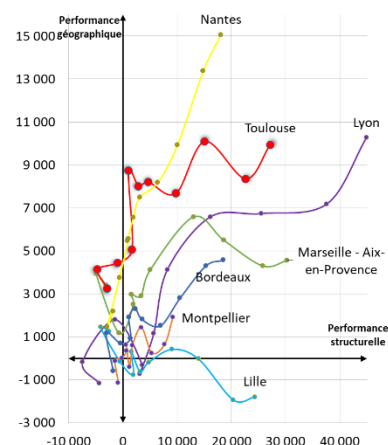
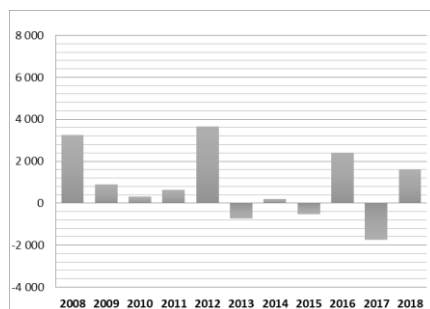
la performance géographique



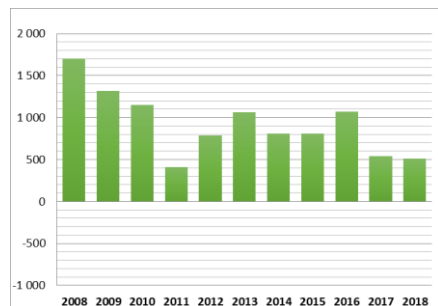
Services aux entreprises la performance structurelle



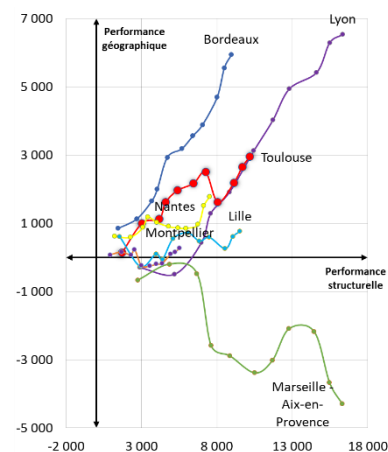
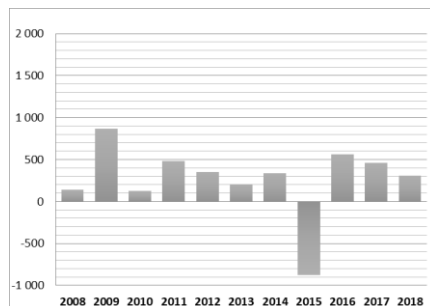
la performance géographique



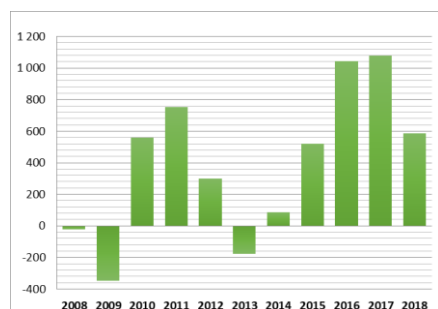
Services aux particuliers la performance structurelle



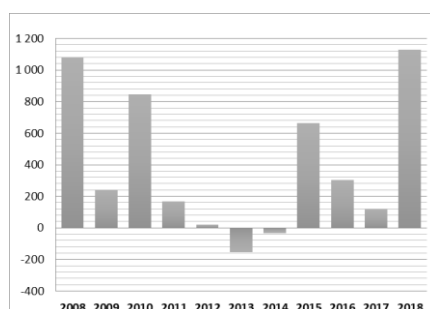
la performance géographique



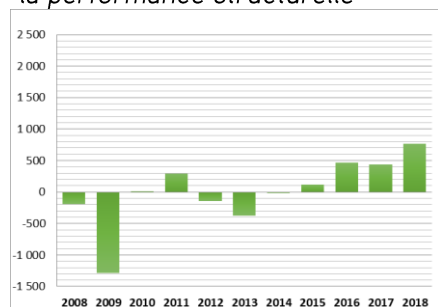
Services collectifs la performance structurelle



la performance géographique



Transport - commerce ce gros la performance structurelle



la performance géographique

